

– SOUS LA DIRECTION DE –

THOMAS BORREL  
AMZAT BOUKARI-YABARA  
BENOÎT COLLOMBAT  
THOMAS DELTOMBE

**L'EMPIRE**  
**QUI NE VEUT**  
**PAS MOURIR**

—  
UNE HISTOIRE DE LA  
**FRANÇAFRIQUE**

SEUIL

À Paris, on entend de toute part le même refrain: « La Françafrique est morte et enterrée! » Pourtant, de Ouagadougou à Libreville, de Dakar à Yaoundé, de Bamako à Abidjan, la jeunesse se révolte contre ce qu'elle perçoit comme une mainmise française sur son destin.

Quinze ans après la Seconde Guerre mondiale, la France a officiellement octroyé l'indépendance à ses anciennes colonies africaines. Une liberté en trompe-l'œil. En réalité, Paris a perpétué l'Empire français sous une autre forme: la Françafrique. Un système où se mêlent des mécanismes officiels, assumés, revendiqués (militaires, monétaires, diplomatiques, culturels...), et des logiques de l'ombre, officieuses, souvent criminelles. Un système érigé contre les intérêts des peuples, avec l'assentiment d'une partie des élites africaines, et qui profite toujours aux autocrates « amis de la France ». Un système que tous les présidents français ont laissé prospérer, en dépit des promesses de « rupture ».

Exceptionnel par son ampleur, cet ouvrage retrace cette histoire méconnue, depuis les origines coloniales de la Françafrique jusqu'à ses évolutions les plus récentes. Rédigées par des spécialistes reconnus, les contributions inédites rassemblées dans ce livre montrent que le système français, loin de se déliter, ne cesse de s'adapter pour perdurer.

**Thomas Borrel** est membre de l'association Survie, **Amzat Boukari-Yabara** est historien, **Benoît Collombat** est journaliste, **Thomas Deltombe** est éditeur. Auteurs de divers ouvrages, ils coordonnent ensemble ce livre auquel ont contribué une vingtaine de chercheurs, journalistes et militants associatifs spécialistes des relations franco-africaines.

978-2-02-146416-0

25 €



IMPRIMÉ EN FRANCE

10.2021

**Le grand retournement de Pierre Péan :  
du dénonciateur d'*Affaires africaines*  
au défenseur de la Françafrique**

« L'Élysée et les Gabonais ne te laisseront jamais sortir le livre. » Voilà Pierre Péan prévenu : dès le printemps 1983, un ancien inspecteur des Renseignements généraux, Gilles Kaehlin, débarque au domicile du journaliste avec ce message limpide. Le livre qu'il prépare, *Affaires africaines*, consacré aux turpitudes d'Elf et du Gabon, dérange et inquiète en haut lieu [→ V, introduction]. Kaehlin est le garde du corps de François de Grossouvre, conseiller de François Mitterrand et proche d'Omar Bongo.

Selon Péan, l'émissaire lui explique donc que Grossouvre propose une transaction financière (au moins trois millions de francs de l'époque sur un compte en Suisse) pour qu'il renonce à son projet, avec l'aval de Libreville. Et après la carotte, vient le bâton : « Tu n'as pas le choix. Si tu refuses, tu vas être broyé. »

Péan décline la proposition, mais les pressions plus ou moins « amicales » se multiplient autour de lui, comme il le raconte dans ses *Mémoires impubliables* (Albin Michel, 2020). Claude Marti, un publicitaire ami de Michel Rocard qui s'occupe de l'image de François Mitterrand et d'Omar Bongo, en appelle à l'« esprit de solidarité de gauche » de Péan. La ministre déléguée au Temps libre, à la Jeunesse et aux Sports, Edwige Avice – qui avait pourtant eu maille à partir avec le « clan des

Gabonais » quelques années plus tôt [→ p. 404] –, lui reproche lors d'un dîner d'« aller contre les intérêts de la France ». Guy Penne est au diapason.

De leur côté, les émissaires du président Bongo menacent le journaliste de représailles sur des prisonniers politiques gabonais, notamment l'un de ses amis, le protestant Jean-Marc Ekoh, ancien membre du Conseil œcuménique des Églises.

Quelques jours avant la sortie du livre, Pierre Péan décide d'écrire au président de la République française : « Le chantage dont je fais l'objet me semble suffisamment grave pour m'adresser directement à vous... »

François Mitterrand alerté, l'affaire prend un tour politique, mais la crise est loin d'être terminée. À peine le livre publié, en octobre 1983, Pierre Péan est menacé physiquement.

**Une élimination physique  
programmée**

Tandis que le ministre de la Défense gabonais propose à l'éditeur Fayard de racheter tous les exemplaires du livre, le journaliste est informé qu'un « dossier mouillé » est en préparation à Libreville. Autrement dit : il y a un contrat sur sa tête. La menace est prise très au sérieux par l'ancien patron du renseignement extérieur, Pierre Marion, qui ordonne à Péan

de se mettre au vert et tente de convaincre Bongo de renoncer à ses plans, en faisant jouer ses relations maçonniques [→ IV.2].

Rien n'y fait. Le climat reste toujours aussi lourd autour de Pierre Péan qui se sait sur écoute : coups de fil anonymes, surveillance de son domicile, cambriolages, vol de documents par des individus cagoulés, course-poursuite sur le périphérique parisien... Dans la nuit du 8 au 9 juin 1984, une bombe explose devant le garage de son pavillon, sans faire de victime.

Le plus grave reste à venir : une élimination physique est à nouveau programmée depuis Libreville pour l'automne 1984 par un « spécialiste » français qui a roulé sa bosse au Mozambique et au Zaïre. Selon Péan, ce mercenaire aurait également été approché par le capitaine Paul Barril (qui dément catégoriquement être lié à cette affaire), membre de la cellule antiterroriste de l'Élysée et proche de François de Grossouvre, qui aurait proposé au tueur de « flinguer » le journaliste « à une terrasse de café », en plein Paris. Proposition non retenue par le mercenaire qui, aidé par une équipe de Corses, prévoit, lui, de suivre le véhicule du journaliste avec des motos, de provoquer un accident puis de faire disparaître son corps. Mais il renonce au dernier moment à éliminer sa cible, comme le raconte le fils de Pierre Péan, parti à la rencontre de la barbouze dans son livre *L'Ombre en soi* (2012). Le mercenaire aurait senti que quelque chose ne tournait pas rond en voyant circuler au domicile du journaliste un proche du commanditaire... Et il aurait

décidé d'en rester là, tandis que Paris arrondissait les angles avec Libreville.

L'épisode laisse des traces profondes dans le parcours de Pierre Péan, qui dès lors devient pour beaucoup un modèle du « journalisme d'enquête ». Mais il correspond également à l'amorce d'un virage dans ses relations de plus en plus amicales avec le pouvoir et les principales figures de la Francophonie.

Ce grand retournement débute par une réconciliation assez inattendue... avec l'homme qui a tenté de le tuer. En 1991, grâce à « un ami, ancien des services secrets », Péan retrouve à Genève le mercenaire qui devait l'éliminer sept ans plus tôt et se lie d'amitié avec lui. La barbouze devient même par la suite une sorte de « protecteur » de Péan, qui continue d'agiter les milieux pétroliers à travers certains de ses ouvrages à succès.

#### Des liens chaleureux avec Omar Bongo

« Il m'arrive assez souvent de devenir proche de gens qui m'ont attaqué ou que j'ai attaqués, explique Péan dans un entretien à FigaroVox, en mars 2014. Je n'ai pas dans les tripes l'envie de faire tomber des têtes. Je ne suis pas un militant. J'aime traquer les vérités qu'on me cache, mais je n'ai pas envie de tuer, j'ai envie de comprendre. »

Dans le cas d'Omar Bongo, cette envie est allée très loin. Longtemps *persona non grata* à Libreville, le journaliste se réconcilie discrètement avec le dictateur gabonais

en décembre 1993, en marge de la première élection présidentielle officiellement pluraliste. Une parodie de scrutin démocratique. L'auteur d'*Affaires africaines* soutient alors l'« opposant officiel » de Bongo, Paul Mba Abessole... avec dans la coulisse la bénédiction du numéro deux d'Elf, André Tarallo [→ IV.4]. Dans ses Mémoires, Péan explique que c'est à ce titre qu'il accepte de rencontrer clandestinement Bongo dans son palais présidentiel afin d'assurer le « bon déroulement des futures élections ». Devant le journaliste, l'autocrate se livre à un grand numéro, assurant qu'il est prêt à passer la main, tout en se présentant comme le garant de la paix civile. Le maintien au pouvoir de Bongo avec l'aval de la France n'empêche pas le journaliste de continuer à nouer des liens de plus en plus chaleureux avec le président gabonais. Les deux hommes ont même longtemps eu un projet de livre ensemble sur les coulisses de la vie politique française dont Bongo se targue de connaître tous les secrets. « C'est un garçon que j'aime bien, dit Omar Bongo dans son livre *Blanc comme nègre* (2001). Maintenant, Pierre Péan vient au Gabon quand il veut. »

Une proximité que Péan assume parfaitement dans son livre *Noires fureurs, blancs menteurs* (2005), dans lequel il défend la thèse fallacieuse d'un double génocide au Rwanda. « J'ai, en d'autres temps, affronté Bongo et dénoncé le rôle de la France dans *Affaires africaines*, écrit-il. Aujourd'hui, je n'ai pas honte et j'ai même plaisir à rencontrer le président du Gabon et à discuter avec lui de l'évolution

de l'Afrique et de la politique française dont il est un fin connaisseur. Si le Gabon n'est pas le paradis, je n'y connais pas d'affrontements ethniques, il y règne la paix civile, chacun peut y critiquer le chef de l'État sans risquer de se retrouver dans un cul-de-basse-fosse. Le pays n'est pas montré du doigt par Amnesty International. »

« J'ai bien conscience que ma relation avec Omar Bongo n'est pas facile à comprendre », écrit encore Péan dans ses *Mémoires impubliables*. Mais « j'ai été agacé par les magouilles, manipulations et complots autour de lui à la fin de sa vie [...]. Peut-être l'empreinte très forte de mon éducation catholique explique-t-elle mon attitude, tant avec celui que j'appelle mon "tueur" qu'à l'égard de Bongo, poursuit le journaliste. Sur la croix, le Christ, juste avant de mourir, ne dit-il pas : "Père, pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font" ? »

#### Adoubé par François Mitterrand

Sa fascination est la même vis-à-vis d'un autre acteur incontournable de la Françafrique : François Mitterrand. Passionné par son livre sur Jacques Foccart (*L'Homme de l'ombre*), paru en 1990, le chef de l'État français demande au journaliste de venir le voir à l'Élysée. « Vous faites bien votre travail. Vous êtes courageux, j'aime ce que vous faites... » aurait lâché un Mitterrand pourtant avare de compliments, selon le propre récit de Péan.

Deux ans plus tard, Mitterrand lui tend une perche : « Pour tout

ce qui vient de l'Élysée, je peux vous aider. Vous êtes sérieux. Vous pouvez consulter les archives de l'Élysée. » Les deux hommes travaillent en bonne intelligence à l'écriture du livre *Une jeunesse française* (1994) qui revient sur le passé vichyste du président socialiste. Péan vit très mal les attaques contre Mitterrand à ce sujet.

Au même moment, le génocide des Tutsis au Rwanda éclabousse le soutien de l'Élysée et de l'état-major militaire aux extrémistes hutus. Alors que l'association Survie de François-Xavier Verschave [→ V, introduction] dénonce une « complicité de génocide », l'Élysée cherche un contre-feu. Le conseiller pour les affaires africaines, Bruno Delaye, fait alors une proposition très intéressée à Péan, comme ce dernier le raconte en novembre 2016 à Rue 89 : « Il me propose d'avoir tous les papiers à disposition pour faire une analyse de la situation. Il me dit : "Qu'est-ce qu'on a pu faire pour mériter de telles attaques ?" Il m'a alors proposé de m'enfermer dans une pièce avec tous les papiers sur le Rwanda. Je serais fouillé à l'entrée et à la sortie, avec interdiction de sortir le moindre document, mais totale liberté pour travailler dessus. Comme j'étais dans *Une jeunesse française*, je ne l'ai pas fait. Je le regrette. »

Péan se rattrape par la suite en défendant inconditionnellement la politique de François Mitterrand au Rwanda dans ses ouvrages. Et après le père, le fils. En 2001, juste avant le procès de l'Angolagate [→ V.4], le journaliste publie et préface les Mémoires

de Jean-Christophe Mitterrand « victime d'une grave injustice », qui « concentrait déjà sur lui les haines et les frustrations accumulées contre son père ».

#### « Mon ami Chirac »

La droite n'est pas en reste. Jusqu'à la mort de Jacques Foccart, qu'il rencontre grâce à son éditeur en 1995, Péan entretient « des contacts téléphoniques [avec lui] pour papoter sur l'actualité ».

S'il publie régulièrement des coups d'éclat audacieux (*La Face cachée du Monde*, avec Philippe Cohen en 2003, *La République des mallettes* en 2011, *Compromissions* en 2015 sur la mafia corse), le journaliste revient à l'hagiographie du pouvoir avec *Chirac, l'inconnu de l'Élysée*, en 2007. Chirac lui-même ne s'y trompe pas : « Pour une fois qu'on ne met pas mes conneries en exergue », lâche-t-il alors au journaliste.

Dans un texte publié lors de la sortie en poche de l'ouvrage (*L'Autre Chirac*, 2016), Péan explique avoir « une dette à l'égard de Jacques Chirac » qui lui ouvre les portes de l'hôpital du Val-de-Grâce et prend régulièrement de ses nouvelles suite à un problème cardiaque du journaliste survenu après la publication de *Chirac, l'inconnu de l'Élysée*. « Très vite, je vais avoir le sentiment diffus d'être sous la protection de Chirac », écrit un Péan aux accents quasi mystiques qui revendique « d'avoir essayé de comprendre *l'autre Chirac* avec, pour ce type d'enquête, le seul bon outil opérationnel, l'empathie ».

Cette proximité avec le successeur de François Mitterrand

lui permet de côtoyer d'autres figures de la Françafrique comme Denis Sassou Nguesso [→ V.2], que Péan approche en 2008 pour préparer son enquête sur Bernard Kouchner [→ V.11]. Lorsque Péan appelle Chirac sur son portable en présence du président congolais, le visage de ce dernier devient « illuminé ». « Mon statut à l'égard de Sassou a complètement changé, écrit le journaliste. Je suis désormais celui qui est capable d'appeler son ami Chirac. »

Trente ans après sa critique au vitriol du « clan des Gabonais » dans *Affaires africaines*, Péan confie à David Servenay et Zineb Dryef de Rue 89 : « Je déteste ce concept de Françafrique, c'est marginal, ce n'est plus d'actualité. » En 2012, il explique dans la *Revue internationale et stratégique* qu'il se « bat contre ce concept », estimant qu'« il n'y a pas de comparaison entre ce qu'on a appelé

le néocolonialisme et les relations actuelles » entre la France et ses ex-colonies, « les interventions [n'ayant] plus rien à voir avec ce qui se passait dans les années 1960 », préférant ignorer les mécanismes financiers, institutionnels et militaires toujours à l'œuvre.

« Je suis de cette génération où l'on comprend la raison d'État », explique encore Péan en 2016. À sa mort en juillet 2019, à l'âge de 81 ans, l'Élysée se fend d'un communiqué saluant un homme « farouchement libre et indépendant » qui « avait aussi le respect du secret défense ». Trois mois plus tôt, plusieurs journalistes ont été convoqués par les services de renseignement intérieur pour « atteintes au secret de la défense nationale » concernant l'utilisation d'armes de fabrication française dans la guerre du Yémen.

Benoît Collombat